

### *La situation économique*

C'est cela, à notre avis, qu'il faut remettre en question et réorganiser pour s'assurer que les profits seront partagés équitablement entre le secteur privé, les provinces productrices et le gouvernement fédéral, dans l'intérêt de tous les Canadiens. Avec le prix proposé par les conservateurs, avant même la dernière augmentation décidée par les pays de l'OPEP à Bali et avant que l'on atteigne le chiffre éventuel de \$80 le baril, comme l'a mentionné le chef de l'opposition ce soir, chaque famille qui se chauffe au mazout et qui possède une voiture aurait dû payer au-delà de \$800 supplémentaires au cours des quatre prochaines années, et encore, comme je viens de le dire, cela ne tient pas compte de la dernière augmentation qui vient d'être annoncée. C'est cela la politique du parti conservateur. Les députés de l'opposition affirment qu'ils avaient prévu un crédit d'impôt. La belle affaire!

**M. McDermid:** C'était une affaire intéressante pour bien des gens.

**M. Lalonde:** Vous parlez d'une belle affaire: \$30 par enfant et encore, cette année, le crédit n'aurait été que de \$15. Pour les conservateurs, \$30 en 1980, c'était trop. Ça n'aurait donc été que de \$15 cette année. Quel cadeau en effet: 86½c. par enfant pour compenser les fortes augmentations du pétrole. C'est ça la politique conservatrice. Voilà ce que les conservateurs offraient aux Canadiens dans leur budget. C'est ce qu'ils veulent nous faire avaler maintenant.

**M. Baker (Nepean-Carleton):** Et que faites-vous cette année, Marc?

**M. Lalonde:** Ce que nous avons proposé et ce que le ministre des Finances a présenté dans le budget c'est un programme qui avantagera tous les Canadiens et qui est conçu pour l'ensemble de la population canadienne. Le programme vise à garantir une sécurité énergétique et ce, non seulement grâce à des prix et à des profits commerciaux plus élevés. En effet, au titre du programme, les consommateurs canadiens auront droit à des subventions allant jusqu'à \$800 pour convertir leur système de chauffage du mazout à d'autres sources d'énergie et à d'autres subventions pour isoler leur maison. Toutes ces sommes seront accordées aux consommateurs du Canada pour les aider à réaliser des objectifs essentiels dans ce domaine. Nous avons proposé un programme équitable qui répartit les profits entre tous les Canadiens les profits et les avantages du secteur du pays et du pétrole. Nous avons même un programme spécial qui prévoit des subventions de 460 millions de dollars aux provinces de l'Atlantique et qui vise à garantir que les régions économiquement faibles ne soient pas laissées pour compte au cours des prochaines années. Nous allons nous assurer qu'elles ont accès au gaz naturel que leurs habitants seront en mesure d'isoler leur demeure comme tous les autres citoyens. Il est donc essentiel d'avoir un programme de canadianisation de l'industrie. Ce programme fait partie d'un plan global de sécurité énergétique, car du moment où serons les maîtres de notre industrie du pétrole et du gaz, nous serons en mesure d'organiser notre avenir.

Tels sont nos objectifs. Ces objectifs ont été exposés. Nous croyons qu'ils ont reçu l'appui des Canadiens et nous doutons que les Canadiens se laissent leurrer par les informations erronées que s'efforcent de répandre les conservateurs.

**Des voix:** Bravo!

**L'hon. Michael Wilson (Etobicoke-Centre):** Monsieur l'Orateur, nous avons eu droit ce soir à un discours très solennel de la part d'un ministre des Finances usé et fatigué qui a fait son temps. Il est vraiment dépassé par les événements. Je l'ai écouté parler à la Chambre ce soir. Je n'ai rien appris de nouveau relativement à l'attitude du gouvernement au sujet des taux d'intérêt, et à sa politique économique.

● (2300)

Il nous a dit que le budget proposait un programme à moyen terme de lutte contre l'inflation. Monsieur l'Orateur, nous avons certainement pris un très bon départ parce que nous perdons rapidement du terrain dans cette lutte et il semble, au train où vont les choses, que cela ne fait que commencer. J'ai écouté le président Carter lorsqu'il a annoncé qu'il a appelé l'indice de la misère. J'en ai fait le calcul mais en ajoutant un facteur important en raison d'un nouveau programme, d'une nouvelle mesure qu'ont prise le ministre et le gouverneur de la Banque du Canada. J'appelle cet indice de la misère et de l'échec parce qu'il faut maintenant tenir compte de la valeur du dollar canadien.

Donc, cet indice de la misère et de l'échec nous renseigne sur trois choses le taux de chômage, le taux d'inflation et la chute du dollar canadien. Si mes calculs sont exacts, le taux de misère était de 30,78 en mars 1980. À l'heure actuelle, il est de 36,10, ce qui représente une hausse de 5,5 points ou de 15 p. 100 après sept mois au pouvoir. Cet indice va continuer d'augmenter, monsieur l'Orateur, à cause des mesures que le gouvernement actuel a décidé de prendre ou de ne pas prendre, selon le cas.

Au Canada, les prix du pétrole n'ont pas augmenté. J'ai écouté le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde) parler vendredi dernier ainsi que cette semaine de la marge de souplesse de son programme énergétique national qui est en fait le programme le plus mal conçu que notre pays ait jamais eu. Les objectifs en sont certainement louables—on ne saurait le nier—mais ils ne sont pas réalisables et le ministre le sait. Il faudra qu'il change sa politique en matière de prix, sa politique relative aux stimulants à la prospection ses mesures, relatives, au partage des recettes avec les provinces ainsi que la loi sur le pétrole et le gaz du Canada s'il veut que notre pays parvienne pratiquement à l'autonomie dans ce domaine. Pour ce qui est des prix, nous allons subir un choc bien plus fort que cela n'aurait été le cas si on avait appliqué les mesures que le gouvernement de mon collègue, le très honorable chef de l'opposition (M. Clark) avait arrêtés de concert avec l'Alberta au mois de décembre dernier. Ce choc des prix va venir et il va aggraver encore davantage cet indice de misère et d'échec qui atteindra probablement 40 points probablement 40 points d'ici le 12 janvier, date de la reprise.

Devant cela, le ministre des Finances (M. MacEachen) a levé les bras au ciel. Il en attribue la faute à l'OPEP, à la Federal Reserve Bank, à la croissance lente de l'économie internationale. Eh bien, monsieur l'Orateur, il peut en attribuer la faute à tout cela s'il le veut, mais les Canadiens et nous savons qu'il y a plus que cela à la racine des problèmes que nous connaissons aujourd'hui. Le rapport du Conseil économique publié il y a environ deux semaines—et ce rapport, le ministre le sait, a été rédigé avant le 28 octobre—affirmait que l'année dernière les deux forces motrices de l'économie cana-